

Compte rendu du Conseil d'Administration de l'APLIUT

le 7 octobre 2006 à l'IUT de Paris V

Présents : C. Bryars, C. Chagnon, P. Charlemagne, J.-J. Corre, M. Devichi, A.-M. Dugreez, S. Evrard, M. Fillion, D. Frost, M. Hardy, C. Henrot, I. Hié, F. Karcher, M. Leroy, M.-A. Mattioli, O. Mazet, P. Oudart, P. Pégurier, A. Penso, G. Pons, J.-M. Pouchain, A. Provo, J.-C. Szombati

Procurations : A. Garrivier, C. Lacourarie, A.-M. Quellec, M. Verdier

Excusés : J. Atlan, J. Martin, C.-A. Schneider, G. Sosin, J.-M. Tholliez

Invités : J. Cerrato, C. Escudié

Absentes : N. Eboueya, S. Garcia, M. Rigaut

Janet Atlan avait accepté de coordonner le Comité Scientifique du Congrès de Nîmes. En raison de problèmes de santé, elle ne pourra pour l'instant pas assurer cette coordination. Le Comité Scientifique, qui se réunira à l'issue du CA, se répartira les tâches pour assurer un remplacement provisoire de Janet.

Le compte rendu du CA du 02 juin 2006 est adopté.

1. Rapport de la présidente

M. Hardy indique que, depuis le congrès de Nice, l'essentiel de ses activités de présidente a été consacré à la certification en langue. Elle rappelle que 2007 sera une année d'élections. Elle fait ensuite part d'une nouvelle proposition d'organisation du Congrès pour 2012 par l'IUT de Moselle-Est (rappel : 2007 : Nîmes ; 2008 : St-Omer-Dunkerque ; 2009 : Dijon ; 2010 : La Rochelle ; 2011 : Vannes).

En ce qui concerne la certification :

- Une nouvelle version du DCL en cours d'élaboration va être testée fin novembre dans des IUT de 3 régions : IUT Cherbourg Manche (test d'anglais avec instructions en anglais ou en français et test d'espagnol), IUT Orsay et St-Denis (test d'anglais) et IUT Toulon (test d'anglais). Le test va être administré par des examinateurs habilités DCL, les parties « production » et « interaction » se passant probablement au téléphone. Les enseignants de l'IUT devront être présents pour la logistique.

Par la suite, 25 enseignants volontaires, de 13 IUT de diverses régions, pourront faire passer le DCL gratuitement à leurs étudiants. Quatre sessions sont prévues : 30 mars, 1 juin, 15 (ou 16) juin, 21 (ou 22) juin. Cependant, il s'agira de l'ancienne version du test. Pour ces sessions du DCL, les enseignants seront examinateurs. Ils devront auparavant avoir reçu une formation.

- le CA aurait souhaité qu'une nouvelle expérimentation soit aussi menée sur le CLES mais les coordinateurs du CLES ne souhaitent pas tester le CLES une nouvelle fois.

- M. Hardy fait ensuite part d'une proposition de Ian Bell (London Chamber of Commerce & Industry) d'étudier la possibilité de fabriquer des tests sur mesure pour les DUT. M.-A. Matioli, M. Fillion et C. Escudié l'ont rencontré. Ces tests ne proposent pas d'interactivité réelle (comme pour le TOEIC, l'ensemble des compétences n'est pas testé). De plus, l'élaboration de ces tests suppose la mise en place de groupes de travail, donc beaucoup d'énergie, et ils seraient très coûteux. Après discussion, le CA décide de ne pas poursuivre cette piste.

- M. Hardy a été contactée par Magdalena Fasano, enseignante d'espagnol à l'IUT St-Denis, qui a conçu un test d'espagnol et souhaite vérifier sa validité et le faire connaître. M. Hardy l'a mise en rapport avec un enseignant d'espagnol menant une recherche sur l'évaluation, qui lui a donné un avis très favorable. Elle postule maintenant pour le Label européen des langues et demande à l'APLIUT de

mettre un lien sur son site pour que les collègues d'espagnol le testent librement. Le CA approuve cette demande et C. Bryars se chargera de faire figurer ce lien sur le site.

- M. Hardy se rendra le 13 octobre à l'AG de l'ADIUT pour présenter un bilan de nos réflexions sur la certification.

- Le 24 octobre, elle assistera à une présentation sur les nouvelles orientations du CLES, avec J.-F. Mazouin, VP de l'ADIUT, et J. Cerrato, directeur de l'IUT de Villateneuse et liaison ADIUT-APLIUT.

2- Rapport de la rédaction des Cahiers

M. Hardy indique que le numéro d'octobre n'est pas encore prêt. Il sera envoyé à l'imprimerie au plus tôt fin octobre, plus vraisemblablement après les vacances de Toussaint.

Le numéro de février est bien avancé.

Elle vient de recevoir le dernier article pour les actes du congrès qui paraîtront fin mai (avant le Congrès de Nîmes)

Un appel à proposition va paraître pour le numéro d'octobre 2007. La réflexion sur le thème est en cours (il pourrait s'agir de « presse et langues de spécialité » ou de « vers des langues véhiculaires »).

3- Rapport des trésoriers

F. Karcher indique qu'il faudra attendre le CA de janvier pour avoir un bilan définitif du congrès de Nice mais il semble bien, en l'état actuel des choses, que le bilan financier du congrès soit équilibré. Patricia Pégurier a établi une comparaison entre actif et passif qui confirme cette impression. Elle indique que la subvention du Conseil Général des Alpes Maritimes (€1500) n'a pas encore été versée mais que, une fois cette subvention reçue, l'organisation du Congrès ainsi que les actes seront financés par les actifs (inscriptions + subventions). Il est clair que, sans les subventions, il serait très difficile de financer les actes du congrès. A ce sujet, A. Provo fait remarquer qu'il est important que les logos des partenaires figurent bien en première page des *Cahiers* et que les actes soient bien envoyés aux décideurs des collectivités territoriales.

M. Hardy souligne la grande rigueur dans les prévisions financières des organisateurs du congrès de Nice et indique que cette rigueur est indispensable pour l'équilibre des comptes des congrès.

4- Préparation du Congrès de Nîmes :

Au nom de l'équipe organisatrice, O. Mazet fait un point sur l'organisation du prochain congrès.

Les demandes de subventions ont été lancées auprès de l'Université et de toutes les collectivités territoriales. Le repas de gala est réservé et les organisateurs vont essayer d'obtenir de la mairie de Nîmes que l'apéritif d'accueil de la Ville se fasse sur le lieu du repas du vendredi soir, ce qui éviterait un déplacement en car et permettrait aux ateliers du jeudi de se dérouler plus tranquillement. Le CROUS a été sollicité pour l'organisation des pauses. Un projet tutoré se chargera de la recherche d'hébergement. Le Directeur de l'IUT de Nîmes offrira un apéritif le vendredi midi.

M. Hardy attire l'attention des organisateurs sur le problème de la vente des *Cahiers* : à Toulon, l'emplacement du stand n'était pas bon, ce qui a entraîné une vente très faible. A Nice, l'emplacement était bon mais la vente n'a été ouverte que pendant l'exposition des éditeurs et les congressistes ont souvent manqué de temps pour s'intéresser aux *Cahiers*. Il faudrait donc qu'ils soient mis à la vente dès le jeudi. M.-A. Matioli suggère que les *Cahiers* « anciens formats » soient donnés aux congressistes qui le souhaitent. Le CA approuve cette proposition. A.-M. Dugreez pense qu'il faudrait que certains membres du CA acceptent de « sacrifier » une pause pour vendre les *Cahiers*. Cette idée est bonne et plusieurs membres du CA (A.-M Dugreez, G. Pons, A. Provo et S. Evrard) se proposent pour assurer cette tâche. Il est suggéré aussi qu'une annonce soit faite en amphithéâtre pour rappeler la vente des *Cahiers* et que les organisateurs du congrès distribuent un bon de demande d'abonnement destiné aux BU et centres de documentation. F. Karcher, à ce propos, fait remarquer que les abonnements institutionnels continuent de baisser. La vente des cahiers au numéro, par contre, progresse

régulièrement. A.-M Dugreez précise que la lecture des *Cahiers* est aussi très appréciée par les enseignants de FLE et les vacataires.

M.-A. Matioli se charge du contact avec les éditeurs.

Un prochain point sur l'organisation du congrès sera fait au CA de janvier.

Le comité scientifique du congrès est composé de J. Atlan, D. Frost, M. Devichi, J.-J. Corre, S. Evrard, M.-A. Mattioli, N. Strapelias et A. Wraith. Il se réunira après le CA pour, notamment, mettre en place l'appel à communication (thème du congrès : « l'évolution du métier d'enseignant de langue de spécialité ») et pour discuter de l'organisation du CS en l'absence de J. Atlan.

5- Communication

C. Bryars fait un point sur le site web. Le site semble bien fonctionner et aucun changement important n'est prévu. Si les délégués organisent une réunion (de région ou de spécialité), il faut penser à prévenir Claire pour qu'elle puisse le faire figurer sur le site. En ce qui concerne le forum, les publicités qui apparaissent posent problème, mais la situation est la même pour tous les forums hébergés gratuitement. C. Bryars indique que, si le forum n'est pas utilisé, il est fermé automatiquement. Le forum est un outil intéressant et, même si nous avons souvent plus le réflexe d'utiliser le mél, il faudrait que nous prenions l'habitude de l'utiliser régulièrement pour le « faire vivre ». D. Frost suggère d'envoyer par mail l'URL du forum lors de nos échanges.

M.-A. Matioli présente deux projets de communication :

- Un concours d'affiche et de brochure à faire réaliser par des étudiants (projets tutorés ou module « apprendre et travailler autrement »), qui a pour objectif de faire connaître l'APLIUT.
- Un projet d'affiche sur le Cadre européen commun de compétences, à diffuser dans tous les IUT (réalisé en collaboration avec M. Hardy).

En l'absence de J. Atlan, M. Hardy fait appel aux « bonnes volontés » pour réaliser le prochain « Bulletin de Liaison ».

6- Débat sur la Certification

La deuxième partie du CA est consacrée à une discussion sur la certification. J. Cerrato, directeur de l'IUT de Villateneuse et liaison ADIUT-APLIUT et C. Escudié, invités par M. Hardy, se joignent au CA pour participer à cette discussion. M. Hardy a, d'après les remarques faites sur le forum, établi un tableau comparatif de ces tests (TOEIC et tests similaires / CLES/DCL) ; cf. tableau en annexe pour plus de détails.

Il n'y a pas sur ce tableau de mention du coût de passage car en fonction du nombre d'étudiants présentés, le coût ne sera pas le même (si les IUT adoptent un test, son coût baissera forcément). Toutefois, on peut remarquer que, d'après les textes, le CLES doit être gratuit pour les étudiants. Les Universités le mettent donc dans le quadriennal pour obtenir un financement. Le DCL coûte, à l'heure actuelle €69, mais cela serait beaucoup moins cher si les enseignants d'IUT étaient formés et accrédités comme formateurs (la formation coûterait environ €500 mais pourrait être répartie entre plusieurs IUT) et si les IUT se « calent » sur les dates de sessions prévues. Le coût des sujets serait de l'ordre de €10, mais quelle rémunération pour les enseignants-examineurs ? Après discussion, le CA propose une rémunération de 45 minutes TD.

J. Cerrato et M. Hardy indiquent qu'il semblerait que le Ministère et la CPU soient en train de se positionner sur la certification en langues. La réunion du 24 octobre, à laquelle M. Hardy participera pour l'APLIUT, devrait permettre d'en savoir plus. Le mouvement semble, cependant, indiquer un positionnement du Ministère en faveur du CLES (les Universités seraient fortement encouragées à choisir le CLES. Le logiciel APOGEE, par exemple, est configuré pour le CLES). Le DCL n'est pas réservé à la formation continue mais le CLES a véritablement été créé comme certificat pour l'enseignement supérieur.

Dans ces conditions, les IUT peuvent-ils se démarquer du reste de l'Université en choisissant une certification différente ?

M.-A. Matioli suggère que la solution serait peut-être de faire évoluer le CLES vers une formule qui nous conviendrait mieux. D. Frost fait remarquer que l'absence d'évaluation de chacune des compétences (le CLES ne propose qu'une évaluation « globale » des compétences) est très problématique et très peu motivante pour les étudiants.

G. Pons souligne qu'un aspect important de la certification est qu'elle fera forcément évoluer notre manière d'enseigner et que nous devons prendre en compte cet aspect qu'il juge positif.

P. Oudart pense que les IUT ne sont pas isolés du reste de l'Université pour ce qui est de la volonté de faire une place à la langue de spécialité : les formations pour non-spécialistes vont dans le même sens que les DUT (notamment les masters professionnalisant, ou encore un cursus de 3 ou 4 ans en science aura des objectifs comparables). La solution serait peut-être de créer deux CLES (un CLES « généraliste » et un CLES « langue de spécialité »). Il faudrait aussi s'assurer de la fiabilité des tests (un des problèmes actuels étant que les sujets varient en difficulté). Pour l'instant, il ne semble pas qu'une telle évolution soit à l'ordre du jour. Par contre, le CLES 3 devrait faire son apparition rapidement.

I. Hie fait remarquer que le TOEIC est facile à mettre en place et est reconnu par les entreprises. De plus, même si toutes les compétences ne sont pas testées, il lui semble que le TOEIC reste une certification tout à fait acceptable.

En ce qui concerne la reconnaissance par les entreprises : certaines entreprises se posent des questions sur le TOEIC car des étudiants ayant obtenu de très bons scores se révèlent incapables de « parler » anglais. Il serait intéressant de se prendre contact avec la commission éducation du MEDEF pour en savoir plus sur la position des entreprises. Les présidents de conseil peuvent aussi servir d'interlocuteurs sur ce point.

Il serait aussi intéressant de se rapprocher de l'UPLEGESS pour savoir quelle est la position des écoles d'ingénieur dans ce domaine.

Il est difficile en l'état actuel des choses de se prononcer définitivement : le forum reste ouvert pour continuer la discussion, notamment après la réunion du 24 octobre qui devrait amener de nouveaux éléments au débat.

Anne Penso
IUT 2 Grenoble